

BUDGET ECONOMIQUE



Institut des
Comptes Nationaux

Prévisions économiques 2008



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

Avenue des Arts 47-49
B-1000 Bruxelles
Tél.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>

Septembre 2007

►► Table des matières

Avant-Propos	1
Résumé	3
1. L'environnement international	5
Evolution de l'économie mondiale	5
La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux	6
Evolution des marchés financiers	7
Incertitudes liées à l'environnement international	8
2. Les composantes du PIB belge	9
Dépenses de consommation finale des particuliers	9
Investissements des entreprises	9
Investissements en logements	11
Dépenses publiques	11
Variations de stocks	12
Exportations et importations	12
3. Evolution des prix et salaires	14
Evolution des prix intérieurs	14
Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales	15
Evolution salariale dans le secteur marchand	15
4. Marché du travail	18
Annexe	21

➤➤ **Liste des figures**

Graphique 1	Evolution trimestrielle du PIB belge en volume	3
Graphique 2	Evolution trimestrielle du PIB en volume	5
Graphique 3	Evolution trimestrielle du PIB en volume	7
Graphique 4	Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis	7
Graphique 5	Prix du baril de Brent en dollars et en euros	8
Graphique 6	Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne	9
Graphique 7	Investissements des entreprises	10
Graphique 8	Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand	10
Graphique 9	Investissements résidentiels	11
Graphique 10	Exportations de biens et services	12
Graphique 11	Evolution trimestrielle de l'inflation	14
Graphique 12	Décomposition de l'indice des prix à la consommation	15
Graphique 13	Evolution de la part salariale	17
Graphique 14	Evolution de l'emploi et du taux d'emploi	18
Graphique 15	Evolution du taux de chômage (définition BFP)	20

➤➤ **Liste des tableaux**

Tableau 1	Formation du coût salarial dans le secteur marchand	16
Tableau 2	Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand et pour les ménages	17

➤➤ Avant-Propos

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux (ICN) a communiqué au ministre de l'Economie les chiffres du budget économique. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan (BFP) a soumis une proposition de budget économique au comité scientifique et au conseil d'administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le comité scientifique a émis un avis favorable sur le budget économique.

Les présentes prévisions tiennent compte des agrégats annuels publiés dans la Partie 2 des Comptes nationaux 2006 ('Comptes détaillés et tableaux') et des agrégats trimestriels publiés jusqu'au deuxième trimestre 2007.

Les hypothèses concernant l'environnement international sont basées sur les prévisions de printemps de la Commission européenne (actualisées sur la base des observations trimestrielles jusqu'au deuxième trimestre 2007), sur les prévisions intérimaires de la Commission européenne (publiées le 11 septembre), et enfin, sur les estimations trimestrielles du commerce mondial de biens effectuées par le Centraal Planbureau néerlandais. L'évolution des variables financières (taux de change, taux d'intérêt, prix du pétrole) reflète les anticipations des marchés financiers au 24 septembre. Les prévisions pour la Belgique ont été générées au moyen des versions trimestrielle et annuelle du modèle MODTRIM développé par le BFP.

Ces prévisions ont été finalisées le 28 septembre 2007.

H. Bogaert

Commissaire au Bureau fédéral du Plan

L. Verjus

Président du Conseil d'Administration
de L'Institut des Comptes Nationaux

Chiffres clés pour l'économie belge*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

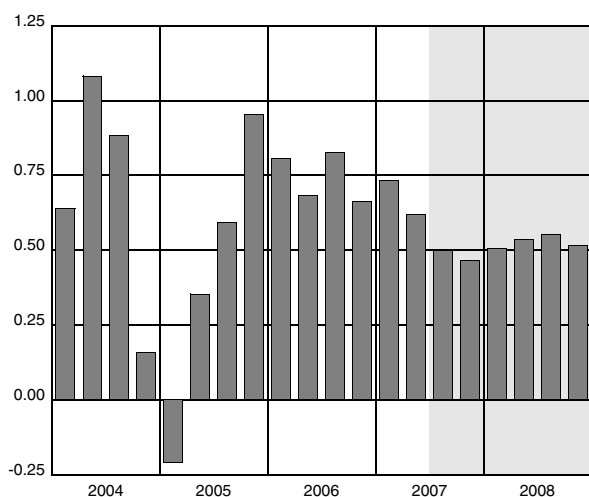
	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,3	2,0	2,5	1,7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0,2	0,0	2,4	2,5
Formation brute de capital fixe	6,7	4,2	5,9	2,3
Dépenses nationales totales	2,1	3,0	3,2	2,0
Exportations de biens et services	3,6	2,6	4,6	5,2
Importations de biens et services	4,2	2,7	5,3	5,3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0,3	-0,0	-0,4	0,1
Produit intérieur brut	1,7	2,8	2,7	2,1
Indice national des prix à la consommation	2,8	1,8	1,7	2,2
Indice santé	2,2	1,8	1,6	2,2
Revenu disponible réel des particuliers	-0,1	2,6	2,1	1,4
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12,2	12,5	12,1	11,8
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	51,1	52,7	61,3	44,2
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8,4	8,2	7,5	7,2
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	2,5	2,4	2,3	2,2
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	124,3	125,5	136,1	141,3
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	2,2	3,1	4,2	4,3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	3,4	3,8	4,3	4,3

➤➤ Résumé

En affichant une croissance trimestrielle moyenne de 0,7 % au cours du premier semestre 2007, l'économie belge a conservé son rythme de croissance soutenu enregistré en 2006. A l'instar de la conjoncture internationale, la croissance économique belge devrait quelque peu ralentir au troisième et au quatrième trimestre (0,5 % en moyenne). En conséquence, la croissance annuelle de 2007 devrait atteindre 2,7 %. En 2008, la croissance trimestrielle devrait se situer entre 0,5 % et 0,6 % et ainsi déboucher sur un taux annuel de 2,1 %.

GRAPHIQUE 1 Evolution trimestrielle du PIB belge en volume

Croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: ICN, BFP

En 2006, la zone euro a connu une forte croissance de son PIB (2,8 %). En 2007, la croissance économique de la zone devrait légèrement fléchir pour atteindre 2,5 %, ce qui ne l'empêcherait pas de dépasser, pour la première fois depuis 2001, la croissance des Etats-Unis. Alors que l'économie américaine subit les effets du net ralentissement de son marché immobilier, l'économie européenne est soutenue par le dynamisme de la demande intérieure. En 2008, la croissance économique des Etats-Unis devrait se redresser pour à nouveau dépasser la croissance de la zone euro, estimée à 2,2 %. Ce scénario repose sur l'hypothèse d'un impact temporaire et limité de la crise du crédit hypothécaire sur les dépenses privées des Américains. Si la crise actuelle devait perdurer ou peser davantage sur l'économie américaine, un ralentissement plus marqué de l'économie européenne ne serait pas à exclure.

Les marchés financiers tablent sur une poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire américaine. Par conséquent, le taux de change de l'euro

par rapport au dollar progresse sensiblement, ce qui affecte la compétitivité des exportations européennes. Enfin, le prix du pétrole brut reste élevé. Selon les cotations récentes du marché à terme, le cours du baril de Brent devrait s'établir à 70 dollars en moyenne en 2007 et à 78 dollars en 2008.

L'an dernier, la *croissance des exportations belges* (2,6 %) est restée bien en deçà de celle des débouchés extérieurs (8,9 %); cette perte considérable de parts de marché est surtout attribuable à la contre-performance de nos exportations enregistrée au cours du premier trimestre. La croissance des exportations devrait être plus soutenue en 2007 et en 2008 (respectivement 4,6 % et 5,2 %) qu'en 2006 et ce, en dépit d'une progression moins importante des débouchés extérieurs (respectivement 6,7 % et 6,5 %). Les exportations belges continueraient donc à perdre du terrain sur les marchés extérieurs, mais à un rythme proche de la tendance historique. Par ailleurs, les importations progressent plus rapidement que les exportations. Toutefois, compte tenu de l'évolution relativement favorable des termes de l'échange, l'excédent des opérations courantes de la Belgique avec le reste du monde devrait pratiquement se stabiliser pour s'établir à 2,2 % du PIB en 2008, contre 2,4 % en 2006.

En 2007, la *demande intérieure* devrait croître de 3,2 %, contre 3 % en 2006. Cette légère accélération est attribuable aux dépenses de consommation et à la formation brute de capital fixe. En 2008, la croissance de la demande intérieure revient à 2 % sous l'effet de la consommation des particuliers et des investissements des entreprises.

Le revenu disponible réel des particuliers a progressé de 2,6 % en 2006, principalement grâce aux créations d'emploi et à la mise en œuvre de la dernière phase de la réforme de l'impôt des personnes physiques. Par conséquent, la croissance de la *consommation des particuliers* a atteint 2 %. En 2007, la réforme fiscale n'a plus d'impact supplémentaire sur le revenu disponible. Néanmoins, les nouvelles créations d'emploi et l'augmentation des revenus de la propriété (suite à la hausse des taux d'intérêt) soutiennent le pouvoir d'achat qui progresse de 2,1 %. Ce climat économique favorable s'est reflété dans la confiance des consommateurs qui s'est maintenue à un niveau élevé jusqu'à la mi-2007. Les dépenses des ménages ont été particulièrement dynamiques au cours du premier semestre et devraient croître de 2,5 % cette année, entraînant le taux d'épargne des ménages à la baisse (12,1 %). En 2008, les créations d'emploi moins nombreuses et l'accélération de l'inflation devraient freiner la progression du pouvoir d'achat à 1,4 %. Néanmoins, en raison d'un nouveau recul du taux d'épargne, la consommation des particuliers devrait augmenter

de 1,7 %.

Les *investissements des entreprises* (hors acquisition de bâtiments publics) ont constitué, avec la consommation des particuliers, le principal moteur de la croissance de l'économie au cours du premier semestre 2007. Compte tenu des perspectives de demande moins favorables à partir de la mi-2007, le rythme d'investissement devrait quelque peu se tasser. Grâce aux bonnes prestations du début de l'année, la croissance annuelle moyenne des investissements des entreprises devrait toutefois atteindre 8,9 % (contre 2,6 % en 2006). En 2008, elle devrait s'établir à 3,2 % et ainsi dépasser, pour la cinquième année consécutive, la croissance du PIB. Par ailleurs, la croissance trimestrielle des *investissements en logements* a sensiblement progressé jusqu'au troisième trimestre 2006; elle fléchit depuis lors en raison du relèvement des coûts de financement (taux hypothécaires plus élevés) et du ralentissement de la croissance du revenu disponible réel. En conséquence, la croissance en volume des investissements en logements des ménages devrait faiblir et n'atteindre que 3,8 % en 2007 et 1,2 % en 2008 (contre 7,6 % en 2006). Quant au rythme de croissance des *investissements publics*, il est déterminé dans une large mesure par les travaux d'infrastructure des pouvoirs locaux, qui se sont multipliés à l'approche des élections communales d'octobre 2006; les investissements publics ont ainsi augmenté de 5,9 % en 2006 (hors produit de la vente de bâtiments publics). Cette année, ils enregistraient un recul (-7,5 %); il en irait de même en 2008 mais dans une moindre mesure.

En 2006, l'emploi intérieur a augmenté de 52 700 personnes en moyenne. Tout comme ces dernières années, la croissance de l'emploi sera soutenue en 2007 et 2008 par la faible progression des coûts sala-

riaux, par un retournement de tendance, à la hausse, du nombre d'indépendants et par un développement accru de l'emploi dans les titres-services. En outre, étant donné que l'emploi réagit avec un certain retard à l'évolution de l'activité économique, sa progression devrait être encore plus sensible cette année (61 300 unités).

En 2008, les créations d'emploi devraient rester élevées (44 200 personnes). Le taux d'emploi grimperait ainsi de 62,6 % en 2006 à 63,5 % en 2008. L'emploi augmentant davantage que la population active, le nombre de chômeurs (définition administrative large) diminuerait de 57 800 unités en 2007 et de 20 400 unités en 2008. Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat (calculé sur base de l'enquête sur les forces du travail) passerait ainsi de 8,2 % en 2006 à 7,2 % en 2008.

La hausse des prix, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (INPC), devrait atteindre 1,7 % cette année et 2,2 % l'année prochaine. Au cours de ces deux années, l'inflation est largement influencée par l'évolution des prix de l'énergie. En 2007, la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité en Wallonie et à Bruxelles permet de maîtriser la progression de l'INPC, alors qu'en 2008, les hausses annoncées du prix du gaz naturel alimentent l'inflation. L'impact de l'augmentation du prix du pétrole brut exprimé en dollars sur l'inflation belge devrait rester relativement limité grâce à l'appréciation simultanée de l'euro. Quant à l'indice santé, qui n'est pas influencé par les fluctuations de prix des carburants, des boissons alcoolisées et du tabac, il devrait progresser de 1,6 % en 2007 et de 2,2 % en 2008. L'indice pivot serait franchi à deux reprises en 2008: l'indice pivot actuel (106,22) en janvier, l'indice pivot suivant (108,34) en décembre.

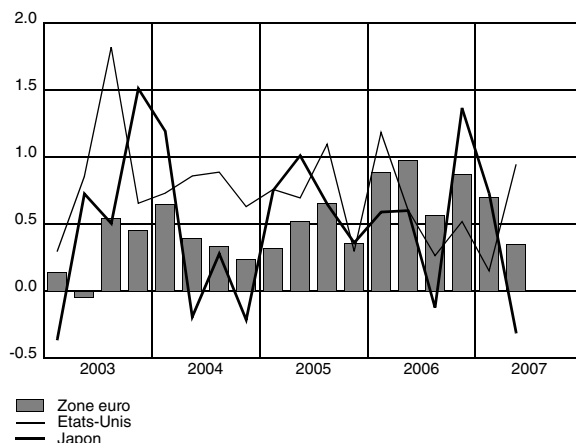
1. L'environnement international

➤➤ Evolution de l'économie mondiale¹

Au cours du premier semestre 2007, l'économie mondiale a pratiquement connu le même rythme de croissance qu'au second semestre 2006. Alors que la croissance économique a légèrement marqué le pas en Europe, elle s'est quelque peu accélérée aux Etats-Unis et en Asie. Au Japon, la croissance économique s'est essoufflée après avoir atteint un haut niveau au cours du second semestre 2006. La forte demande de produits pétroliers et les tensions géopolitiques ont déjà fait sensiblement augmenter le prix du baril de Brent cette année: il est passé de 54 dollars en janvier à 77 dollars en septembre. Les tensions géopolitiques et certains achats spéculatifs ne sont pas non plus étrangers à cette évolution. Enfin, les marchés financiers ont été fortement perturbés ces derniers mois par la crise du marché hypothécaire américain.

GRAPHIQUE 2 Evolution trimestrielle du PIB en volume

Croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: Sources nationales, Eurostat

La croissance de l'économie mondiale devrait pratiquement se stabiliser à partir de la mi-2007 et ce, jusqu'à la fin 2008. Au cours du second semestre 2007, tous les blocs économiques devraient évoluer au même rythme qu'au premier semestre. En 2008, la croissance économique plus faible dans la zone euro devrait être compensée par une embellie conjoncturelle aux Etats-Unis.

Les chiffres du Centraal Planbureau néerlandais montrent que la croissance du commerce mondial a nettement diminué au cours du premier semestre de cette année. Au cours du second semestre, le

commerce mondial devrait à nouveau progresser (dans toutes les zones) pour finalement atteindre une croissance annuelle de 7,5 % (contre 9 % l'an dernier).

En ce qui concerne l'économie américaine, sa croissance a été faible (0,2 %) au premier trimestre et a rebondi au deuxième trimestre (0,9 %) grâce à la forte accélération des investissements des entreprises et à une contribution exceptionnellement élevée des exportations nettes à la croissance. Les investissements en logements, qui pèsent depuis déjà cinq trimestres sur la croissance économique, l'affecteront encore au cours du second semestre 2007. Cette situation s'explique par la crise du marché hypothécaire américain. Suite à la hausse des taux, un nombre record de ménages n'est plus en mesure d'honorer ses dettes hypothécaires. Les banques américaines ont, depuis lors, resserré leurs conditions d'octroi de crédits, ce qui laisse présager un repli supplémentaire du marché immobilier américain. En outre, une baisse des prix des maisons pourrait affecter la consommation privée via un effet de richesse négatif. De plus, les perspectives sur le marché du travail s'assombrissent, alors que celui-ci constitue un autre facteur qui influence la consommation privée. Vu les débouchés intérieurs moins favorables, la croissance des investissements des entreprises devrait rester limitée; ce sont les exportations, portées par une croissance mondiale robuste et la faiblesse du dollar, qui soutiennent la croissance économique. La croissance du PIB devrait s'établir à seulement 2 % cette année et devrait légèrement progresser jusqu'à 2,6 % l'an prochain, à condition que le marché immobilier ne connaisse pas de repli supplémentaire.

En Allemagne, la hausse de la TVA a eu, comme prévu, un impact négatif sur la consommation privée allemande. Néanmoins, la croissance du PIB dans la zone euro est restée étonnamment forte (0,7 %) au premier trimestre de cette année grâce au niveau relativement élevé des dépenses des ménages dans les autres pays et à la forte croissance des investissements. Au cours du deuxième trimestre, la stagnation de la croissance des investissements et une évolution défavorable des stocks ont fait retomber la croissance économique à 0,3 %.

Au cours des prochains trimestres, l'importance de la consommation privée en tant que moteur de la croissance économique européenne devrait encore s'accroître sous l'effet des nouvelles créations

(1) Les chiffres relatifs au PIB pour 2007 et 2008 mentionnés dans ce chapitre sont calculés sur la base des prévisions de printemps de la Commission européenne (mai 2007). Ces prévisions ont été actualisées pour tenir compte de la croissance économique au premier semestre 2007 et des prévisions intérimaires de la Commission européenne (septembre 2007) pour le deuxième semestre.

d'emploi. Le haut niveau de confiance des consommateurs confirme cette tendance. Bien que les conditions de financement externe soient devenues moins favorables pour les entreprises, leurs bénéfices élevés alimentent les moyens disponibles pour l'autofinancement des investissements. En outre, le taux élevé d'utilisation de la capacité de production révèle la nécessité de procéder à des investissements d'expansion. La contribution des investissements des entreprises à la croissance économique devrait donc rester importante quoique moindre qu'au cours des deux dernières années. Par ailleurs, de plus en plus d'entreprises estiment que le niveau de leurs stocks actuels est insuffisant. On peut donc s'attendre à une reconstitution des stocks au cours des prochains trimestres. La croissance des investissements en logements a déjà sensiblement diminué et d'après les indicateurs, ce recul se poursuivrait. Même si la croissance de l'économie mondiale reste forte, la croissance des exportations devrait fléchir compte tenu de l'appréciation de l'euro. Les présentes prévisions partent de l'hypothèse d'une croissance trimestrielle moyenne de 0,5 % pour le second semestre 2007 et 2008. Sur base annuelle, la croissance économique dans la zone euro s'essouffle quelque peu et passe de 2,5 % en 2007 à 2,2 % en 2008.

L'inflation dans la zone euro s'est stabilisée (à 1,9 %) depuis la fin de l'année dernière mais a baissé à 1,7 % en août. Au niveau des composantes de l'indice des prix à la consommation, la baisse de la contribution énergétique est compensée par les effets de la hausse de la TVA en Allemagne. Depuis septembre, l'évolution à un an d'intervalle des prix

pétroliers est de nouveau positive et va alimenter l'inflation. Cette année comme l'année prochaine, l'inflation dans la zone euro devrait atteindre 2 % sur base annuelle.

Après avoir enregistré une croissance exceptionnelle au cours du dernier trimestre 2006 et du premier trimestre 2007 (respectivement 1,4 % et 0,7 %), la croissance de *l'économie japonaise* est devenue négative (-0,3 %) au deuxième trimestre suite à l'évolution défavorable de pratiquement toutes les composantes des dépenses. Au cours du deuxième semestre de l'année, cette économie devrait rebondir grâce à la forte dynamique de la demande en Asie. De plus, le taux de chômage très faible devrait stimuler la consommation. La croissance, qui atteindrait 1,9 % cette année, devrait fléchir à 1,6 % en 2008. Compte tenu du ralentissement de la croissance au deuxième trimestre, de l'inflation sous-jacente négative et de la nervosité sur les marchés financiers, la Banque du Japon ne devrait pas relever ses taux avant l'année prochaine.

Quant à *l'économie chinoise*, qui a connu trois années consécutives de croissance de plus de 10 %, elle a encore surpris par sa (légère) accélération au cours du premier semestre de cette année. C'est principalement la croissance des investissements et des exportations qui a été exceptionnellement élevée. L'accélération de la croissance économique et la hausse de l'inflation (laquelle a atteint son niveau le plus élevé de ces dix dernières années) suite à l'augmentation du prix des denrées alimentaires, ont contraint la banque centrale chinoise à relever ses taux pour éviter une surchauffe de l'économie.

➤➤ La conjoncture chez nos trois principaux partenaires commerciaux

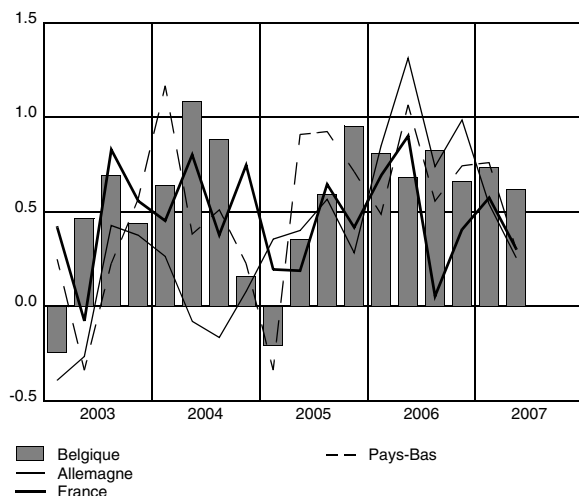
Au cours du premier semestre 2007, la croissance trimestrielle de l'économie belge a atteint 0,7 % en moyenne, tout comme au second semestre de l'an dernier. Chez nos trois principaux partenaires commerciaux, la croissance moyenne est tombée de 0,6 % à 0,4 % sous l'effet de la baisse de la consommation privée en Allemagne et du net ralentissement de la croissance des investissements. En Belgique par contre, ces deux composantes du PIB se sont révélées très dynamiques.

En dépit du repli de la consommation privée, la croissance de *l'économie allemande* a atteint 0,5 % au premier trimestre de cette année grâce à la forte con-

tribution de la formation de stocks et au temps clémente qui a permis au secteur de la construction de développer ses activités. L'effet de la hausse de la TVA a été momentané et la consommation privée a de nouveau progressé dès le deuxième trimestre. Néanmoins, l'économie s'est ralentie (0,3 %) en raison d'un repli des investissements dans la construction et d'un déstockage important. Les prévisions pour l'économie allemande restent relativement favorables. Sa croissance devrait s'élever à 2,6 % cette année et retomber à 2,1 % en 2008.

GRAPHIQUE 3 Evolution trimestrielle du PIB en volume

Croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Source: Sources nationales, ICN

En France, le taux de croissance a atteint 0,5 % au premier trimestre et est ensuite redescendu à 0,3 % au deuxième trimestre en raison de la stagnation

►► Evolution des marchés financiers²

Taux d'intérêt

Après plus d'une année de statu quo, la Réserve fédérale américaine a baissé son principal taux directeur (de 50 points de base) à 4,75 % en septembre afin de parer au ralentissement de l'économie américaine. On craint en effet que le recul des investissements dans la construction pèse plus longtemps que prévu sur la croissance et que les prix de l'immobilier freinent considérablement la consommation privée. La Réserve fédérale procédera certainement à de nouveaux ajustements de taux. Par conséquent, les taux américains à court terme devraient baisser en moyenne de 5,3 % en 2007 à 4,6 % en 2008.

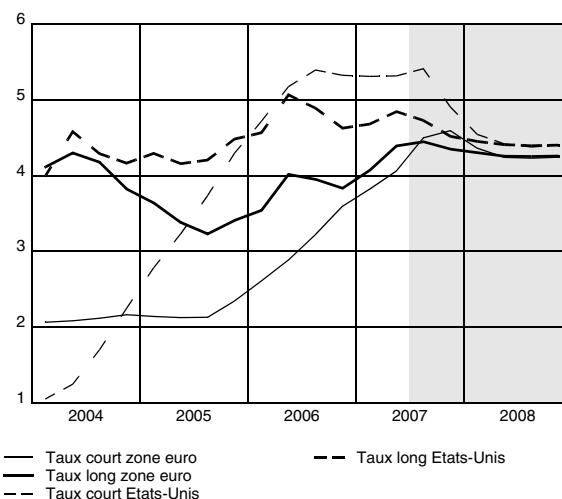
Au cours du premier semestre 2007, la BCE a relevé son taux directeur de 50 points de base. Il semble peu probable que d'autres hausses interviennent compte tenu de la faiblesse de la croissance économique au deuxième trimestre et des turbulences sur les marchés financiers. Dans la zone euro, les taux à court terme devraient donc pratiquement se stabiliser sur base annuelle (4,2 % en 2007 et 4,3 % en 2008).

des investissements des entreprises. Au cours des quatre derniers trimestres, l'économie française a progressé au rythme moyen de 0,3 %, ce qui représente près de la moitié de la moyenne de la zone euro. L'origine de cette contre-performance se situe dans la contribution négative des exportations nettes. La demande finale forte a stimulé la croissance des importations tandis que la croissance des exportations s'est révélée moins vigoureuse que dans le reste de la zone euro. La croissance en France devrait atteindre 1,7 % cette année et grimper à 2,1 % en 2008.

Aux Pays-Bas, l'économie a été très dynamique (0,7 %) durant deux trimestres et s'est ensuite fortement ralentie (0,2 %) au cours du deuxième trimestre 2007 sous l'effet, d'une part, d'une baisse de la croissance de la consommation privée et des exportations, et d'autre part, de la croissance négative des investissements. La croissance économique devrait repartir à la hausse au cours du second semestre de cette année et la croissance moyenne du PIB devrait s'établir à 2,4 % en 2007. Ce rythme de croissance devrait pratiquement se maintenir (2,3 %) en 2008.

GRAPHIQUE 4 Evolution des taux d'intérêt: zone euro et Etats-Unis

Moyennes trimestrielles en pourcent



Source: Datastream, BFP

Aux Etats-Unis, le taux à long terme a augmenté de près de 60 points de base au cours du premier semestre 2007 dans un contexte où la fin du ralentissement économique semblait proche et où les prévisions d'inflation étaient à la hausse. Néanmoins, la

(2) Ces hypothèses techniques sont basées sur les cotations à terme du 24 septembre 2007.

crise des marchés immobilier et du crédit a semé le trouble sur les marchés financiers et les investisseurs se sont réfugiés dans les placements de qualité. En conséquence, le taux de long terme a plongé en dessous de son niveau du début de l'année. En Europe, le taux de long terme a connu une évolution similaire même s'il a progressé plus rapidement que le taux américain au cours du premier semestre - en raison des meilleures perspectives de croissance - et a baissé moins vite ensuite, les craintes quant à l'impact négatif de la crise du marché hypothécaire s'étant apaisées. De ce fait, l'écart entre les deux

taux est passé de 70 points de base en janvier à 15 points de base. Compte tenu de la quasi-stabilisation attendue du taux à court terme, le taux à long terme européen devrait rester pratiquement inchangé au cours des 15 prochains mois. Sur base annuelle, le taux de long terme européen devrait s'établir à 4,2 % en 2008 contre 4,3 % en 2007. Les baisses attendues de taux décidées par la Réserve fédérale impliquent un tassement du taux à long terme américain (de 4,7 % en moyenne en 2007 à 4,4 % en 2008).

Taux de change

L'appréciation de l'euro par rapport au dollar, qui s'est amorcée au début 2006, se poursuit cette année étant donné que l'écart entre les taux de court terme européen et américain se réduit. L'euro a même atteint son niveau le plus élevé par rapport au dollar depuis sa création (1,41 dollar pour un euro). Néanmoins, cette évolution s'est temporairement interrompue en août. En effet, le dollar a profité temporairement des turbulences sur les marchés financiers, les comportements d'aversion au risque ayant incité les investisseurs américains à rapatrier leurs fonds. Lorsqu'il est clairement apparu que la crise du crédit pourrait avoir des incidences négatives sur la croissance américaine et que les marchés financiers ont anticipé les baisses de taux de la Réserve fédérale, le dollar s'est à nouveau déprécié par rapport à l'euro.

Emprunter en yen japonais (à un taux très bas) en vue d'investir ensuite dans des monnaies offrant de belles perspectives de rendement a été une stratégie de placement populaire qui a mis le yen sous pression ces dernières années. C'était encore le cas au premier semestre de cette année mais les turbulences sur les marchés financiers ont rendu cette stratégie moins attrayante et ont ébranlé ces positions spéculatives en yen. De ce fait, le yen s'est sensiblement apprécié et le taux de change yen/euro s'est rapproché de sa valeur du début 2007.

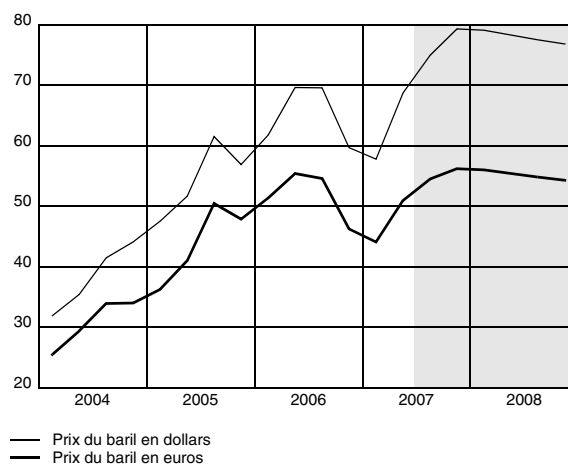
Les cotations à terme du début septembre laissent entrevoir une légère appréciation de l'euro jusqu'à 1,42 dollar à la fin 2008. Sur base annuelle, le taux de change effectif nominal pour la Belgique devrait progresser de 0,8 % en 2007 et de 0,7 % en 2008.

➤➤ Incertitudes liées à l'environnement international

L'environnement international de la projection est inévitablement entouré d'incertitudes. Comme de coutume, l'évolution future du prix du pétrole brut est déduite des cotations sur les marchés à terme, mais les cours du brut restent très sensibles aux tensions géopolitiques et aux entraves à la production. L'évolution du prix du pétrole est par conséquent difficile à prévoir.

La présente projection ne tient pas compte des éventuelles conséquences négatives de la crise hypothécaire et des crédits sur l'économie mondiale étant donné qu'aucun chiffre actuellement disponible ne donne d'informations en ce sens. Cependant, on ne peut exclure que la récession sur le marché immobilier américain ait un impact sur le reste de l'économie américaine, impact qui à son tour pourrait peser sur la croissance des exportations de la Belgique et de la zone euro.

GRAPHIQUE 5 Prix du baril de Brent en dollars et en euros
Moyennes trimestrielles



Source: Datastream, BFP

2. Les composantes du PIB belge

►► Dépenses de consommation finale des particuliers

En Belgique, l'évolution du pouvoir d'achat des particuliers a été défavorable au cours de la période 2002-2005. Entre 2003 et 2005, le revenu disponible réel est même repassé sous le niveau de 2002 sous l'effet cumulé du recul des revenus de la propriété et de la faible croissance de l'emploi. De plus, l'indexation des salaires et des allocations sociales s'est avérée inférieure à l'augmentation du niveau général des prix sous l'effet de la hausse des prix pétroliers. Néanmoins, la consommation privée s'est maintenue à un niveau relativement bon au cours de cette période et a progressé à un rythme annuel moyen de 1,1 %. Le taux d'épargne moyen a baissé de 4,2 points de pourcentage pour atteindre 12,2 %. Il est possible que les budgets en équilibre successifs aient incité les consommateurs à revoir à la hausse l'estimation de leurs revenus futurs et que les ménages aient dépensé une partie de l'épargne étrangère rapatriée.

L'année dernière, le revenu disponible réel des particuliers a crû de 2,6 %, soutenu par les nombreuses créations d'emploi et la mise en œuvre de la dernière phase de la réforme de l'impôt des personnes physiques. En 2007, la réforme de l'impôt n'aura plus d'impact supplémentaire sur le revenu des ménages. Néanmoins, la nouvelle hausse de l'emploi, la progression tant des revenus nets de la propriété³ que des revenus mixtes et l'excédent brut d'exploitation font augmenter le pouvoir d'achat de 2,1 %. En 2008, la hausse du pouvoir d'achat ne devrait pas dépasser 1,4 % en raison du ralentissement des créations d'emploi et des poussées inflationnistes.

En 2006, la consommation privée s'est clairement rétablie: son rythme de croissance de 2 % était le plus élevé depuis 2000. La consommation n'a pas

(3) En raison de la hausse des taux.

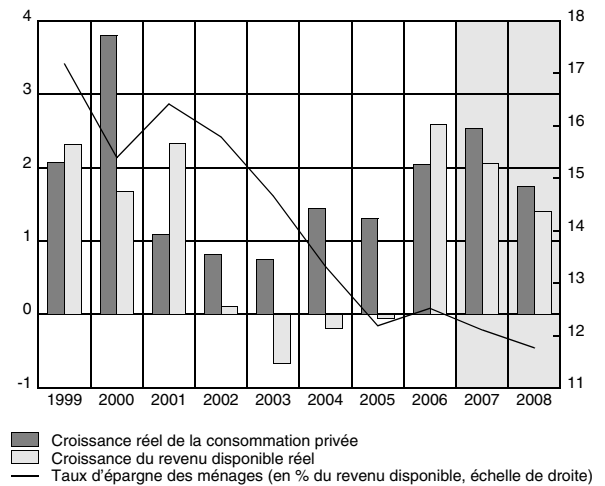
►► Investissements des entreprises

Les fluctuations de l'activité économique entraînent, via l'effet d'accélérateur, des fluctuations encore plus importantes au niveau des investissements. Ainsi, le ralentissement de la croissance économique observé au début de cette décennie a engendré un repli des investissements des entreprises en 2002 et 2003. Au cours des années suivantes, la conjoncture favorable a été propice aux investissements qui ont progressé plus rapidement que le PIB.

En 2006, la formation brute de capital des entreprises a augmenté de 3,9 %. Ce chiffre a néanmoins été influencé par deux facteurs qui sont sans effet sur la

évolué au même rythme que le pouvoir d'achat mais a fourni une importante impulsion à la croissance économique. L'indicateur de la confiance des consommateurs de la BNB s'est sensiblement rétabli depuis le quatrième trimestre 2005.

GRAPHIQUE 6 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, BFP

Le climat conjoncturel favorable, et partant, la baisse du taux de chômage ont soutenu la confiance des consommateurs jusqu'à la mi-2007 et ont particulièrement dynamisé la croissance de la consommation au premier semestre 2007. Par conséquent, les dépenses des ménages devraient augmenter de 2,5 % cette année et le taux d'épargne des ménages retomberait à 12,1 %. En 2008, la croissance de la consommation privée (1,7 %) devrait être à nouveau supérieure à celle du pouvoir d'achat et entraîner un nouveau fléchissement du taux d'épargne à 11,8 %.

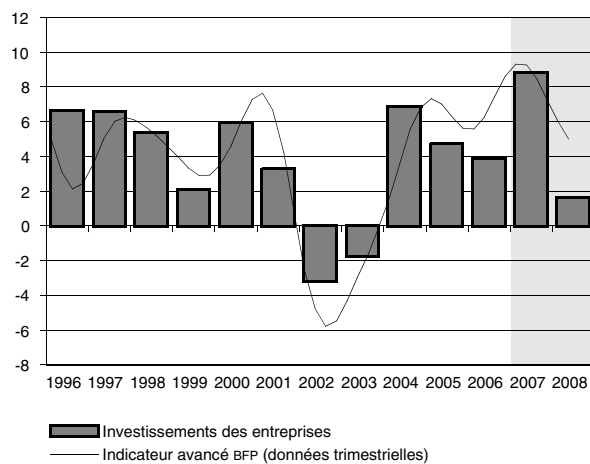
croissance économique, à savoir l'acquisition de bâtiments publics⁴ et l'absence d'investissements maritimes importants⁵. Si l'on exclut ces facteurs, la croissance en volume des investissements des entreprises s'est accélérée pour atteindre 5,7 % l'an dernier.

(4) Dans les comptes nationaux, cette transaction est considérée comme un désinvestissement des pouvoirs publics, compensé par un investissement supplémentaire des entreprises.

(5) En 2004 et 2005, plusieurs entreprises maritimes ont acheté de nouveaux navires pour un montant considérable. Ces achats n'ont pas eu d'impact sur la croissance économique puisqu'ils ont été importés.

Au cours du premier semestre 2007, les investissements des entreprises (hors acquisition de bâtiments publics) ont constitué, conjointement à la consommation privée, le principal moteur de croissance de l'économie belge. A la lumière des perspectives de demande moins favorables, le rythme des investissements devrait quelque peu se tasser à partir de la mi-2007. Grâce à un début d'année très positif, la croissance moyenne des investissements devrait néanmoins s'établir à 8,8 % cette année. Lorsque l'acquisition de bâtiments publics n'est pas prise en considération, les investissements des entreprises progressent à hauteur de 8,9 %: la similitude des chiffres s'explique par le fait que les pouvoirs publics auraient vendu cette année des bâtiments publics pour un montant équivalent à celui mesuré en 2006.

GRAPHIQUE 7 Investissements des entreprises
Taux de croissance à un an d'intervalle



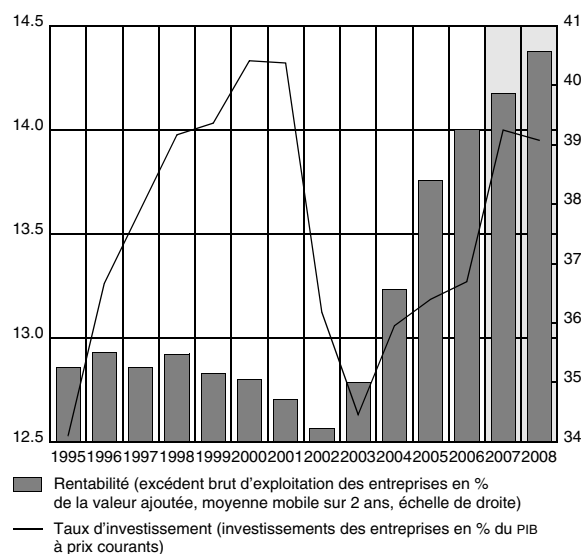
Source: ICN, BFP

En 2008, la croissance annuelle des investissements des entreprises ne devrait pas dépasser 3,2 % (hors acquisition de bâtiments publics) mais néanmoins être supérieure au rythme de croissance du PIB pour la cinquième année consécutive⁶. Les déterminants du climat d'investissement offrent un tableau contrasté. D'une part, la croissance des investissements est freinée par des perspectives de débouchés moins favorables, qui se reflètent notamment dans l'enquête de conjoncture de la BNB. D'autre part, le

(6) Lorsque les acquisitions des bâtiments publics sont pris en compte, la croissance des investissements des entreprises en 2008 se limite à 1,6 %.

taux d'utilisation des capacités industrielles reste relativement élevé (actuellement à 82,7 %). De plus, l'enquête de printemps 2007 de la BNB laisse entrevoir une hausse nominale des investissements dans l'industrie manufacturière de 18,5 % en 2007⁷. La rentabilité devrait continuer à progresser en 2008 puisque la hausse des coûts salariaux horaires reste nettement en deçà de la croissance de la productivité du travail. Cette évolution positive de la rentabilité se traduit également par une nouvelle baisse de la part salariale (voir ci-après). La part nominale des investissements des entreprises dans le PIB devrait se stabiliser légèrement en deçà de 14 % en 2008⁸ et s'approche ainsi du niveau élevé de 2000 (14,3 %).

GRAPHIQUE 8 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, BFP

- (7) En comparaison avec l'enquête d'automne 2006, le taux est revu à la baisse, mais dans une moindre mesure que d'accoutumée. Néanmoins, la croissance des investissements réellement observée est généralement inférieure à l'estimation de l'enquête de printemps.
- (8) Le taux d'investissement présenté dans le graphique 8 est calculé sur la base du total des investissements des entreprises (en ce compris les acquisitions de bâtiments publics). Entre 2001 et 2007, on a vendu plus de bâtiments publics que précédemment, ce qui a eu un effet à la hausse en moyenne de 1 point de pourcentage sur le taux d'investissement. En 2008, il ne devrait pas y avoir de transactions majeures. Le taux d'investissement peut donc être considéré comme 'normal'.

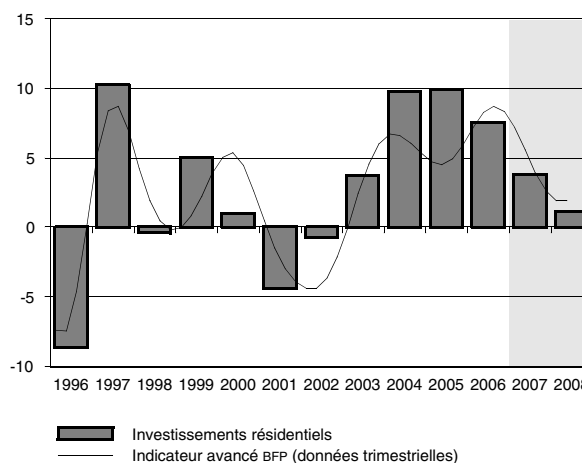
➤➤ Investissements en logements

Ces quatre dernières années, les investissements en logements se sont considérablement accrus. En 2004 et 2005, leur croissance en volume approchait les 10 %. Compte tenu de l'évolution défavorable du pouvoir d'achat au cours de ces deux années, ce taux de croissance à deux chiffres constitue un résultat remarquable. En 2006, la dynamique de ces investissements s'est à peine essoufflée et leur taux de croissance a atteint 7,6 %. On peut noter que les autres déterminants des investissements en logements avaient évolué favorablement. Ainsi, les taux hypothécaires avaient atteint un niveau historiquement bas. Ensuite, la confiance des consommateurs s'était rétablie après avoir été au plus bas au début 2003 et un effet de rattrapage a pu jouer suite à la faiblesse des investissements durant les années 2000-2002. Il est également possible que le secteur de la construction ait été soutenu par le rapatriement de l'épargne des particuliers.

L'activité de la construction résidentielle semble actuellement avoir atteint un pic et devrait, l'année prochaine, subir l'impact de la hausse récente des taux hypothécaires et de la faible progression du revenu disponible réel des ménages. L'indicateur avancé du BFP pour la construction de logements qui tient compte notamment des enquêtes auprès des architectes⁹ et des demandes de crédits hypothécaires laisse apparaître un point de retourne-

ment au début 2007. L'indicateur conjoncturel lissé de la BNB pour le secteur de la construction fait ressortir une évolution similaire. Soutenue par sa dynamique positive de 2006, la croissance annuelle de la construction résidentielle devrait encore atteindre 3,8 % en 2007 mais retomber à 1,2 % en 2008.

GRAPHIQUE 9 Investissements résidentiels
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: ICN, BFP

(9) Plus précisément le volume de projets définitifs de constructions d'habitation et les perspectives de contrats.

➤➤ Dépenses publiques

En 2006, la consommation publique en volume est restée stable. Cette croissance nulle est principalement attribuable à la baisse des dépenses de soins de santé en volume (on avait déjà enregistré une progression inhabituellement faible de ces dépenses en 2005). Cette évolution, conjuguée à la baisse des achats nets de biens et de services, a compensé la croissance de la masse salariale dans le secteur public. Cette année, la consommation publique devrait augmenter de 2,4 % sous l'effet d'un retour à un rythme de croissance tendanciel des dépenses de soins de santé. En 2008, les dépenses de soins de santé devraient encore s'accélérer en raison de la prise en charge, par les pouvoirs publics, de l'assurance des petits risques des indépendants (glissement de la consommation privée vers la consommation publique). Par conséquent, la consommation publique devrait croître de 2,5 % en volume.

En 2006, les investissements publics ont baissé de 3,2 % en volume. Cette année, ils devraient baisser de 9,4 % pour recommencer à croître - de 12,8 % - en 2008. En 2006 et 2008, la croissance des investissements publics est déterminée dans une large

mesure par la vente de bâtiments publics au secteur privé¹⁰. Si l'on ne tient pas compte de ces ventes dans le calcul, les investissements publics ont augmenté (en volume) de 5,9 % en 2006 et devraient diminuer respectivement de 7,5 % en 2007 et de 1,5 % et 2008. Le profil de l'évolution en 2006 et en 2007 s'explique principalement par la politique d'investissement des pouvoirs locaux. Généralement, ceux-ci intensifient leurs dépenses d'investissement à l'approche des élections communales (qui se sont déroulées en octobre 2006) pour ensuite les réduire.

(10) Dans les comptes nationaux, la vente de bâtiments publics est déduite du total des investissements publics. En 2006, les ventes de bâtiments publics ont été plus importantes qu'en 2005 (voir la note en bas de page sous la rubrique 'Investissements des entreprises'). En 2007, on devrait procéder à des ventes de bâtiments publics pour un montant équivalent à celui mesuré en 2006. Par conséquent, le taux de croissance est peu affecté. Il n'y a pas encore de transactions majeures prévues pour 2008, ce qui devrait exercer un effet à la hausse sur le taux de croissance des investissements publics.

➤➤ Variations de stocks

En 2006, la formation de stocks a contribué sensiblement à la croissance économique, de l'ordre de 0,9 point de pourcentage. Cette contribution positive importante est probablement consécutive à la reprise économique qui s'accompagne généralement d'une accélération de la constitution de stocks afin de pouvoir répondre à une augmentation inattendue de la demande. En 2007 et 2008, la contribu-

➤➤ Exportations et importations

La croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique, estimée sur base des prévisions de croissance des importations de nos principaux partenaires commerciaux, devrait légèrement s'accroître au second semestre de cette année et s'établir à 6,7 % sur base annuelle, contre 8,9 % en 2006. Ce ralentissement de la croissance annuelle du potentiel de débouchés de la Belgique correspond à celui du commerce mondial (recul de 9,1 % en 2006 à 7,5 % en 2007). En 2008, la croissance des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique devrait être un peu moins soutenue (6,5 %) en raison d'un léger ralentissement de la croissance de l'économie européenne.

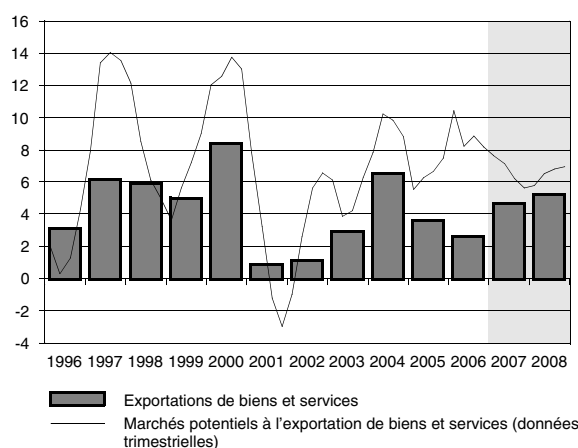
Entre décembre 2006 et septembre 2007, le taux de change effectif de la Belgique s'est apprécié de 0,5 %, principalement sous l'effet de la perte de valeur du dollar américain et de la plupart des monnaies asiatiques (qui ont tendance à suivre l'évolution du dollar US) par rapport à l'euro. D'après les cotations sur les marchés à terme à la fin septembre, l'euro devrait continuer à s'apprécier par rapport à la plupart des monnaies et ce, jusqu'à la fin 2008. Par conséquent, la hausse moyenne du taux de change effectif devrait atteindre 0,8 % en 2007 et 0,7 % en 2008. Cette évolution du taux de change affecte la compétitivité-prix des exportateurs belges.

En 2006, la croissance des exportations belges (2,6 %) est restée largement en deçà de celle des débouchés extérieurs (8,9 %), ce qui s'est soldé par une perte considérable de parts de marché. Le taux de croissance annuel des exportations a toutefois été nettement influencé à la baisse par une très mauvaise performance en début d'année. Vu que cette évolution ne devrait plus se reproduire, la croissance des exportations devrait être plus soutenue en 2007 (4,7 %), et ce en dépit d'une progression moins importante des débouchés extérieurs. Sur base trimestrielle, l'appréciation du taux de change devrait progressivement creuser les pertes de parts de marché en 2008. Néanmoins, sur base annuelle, la croissance des exportations devrait s'accroître et atteindre 5,2 % en 2008 grâce à un effet d'acquis de croissance positif de 2007. Ainsi, bien que la Belgique

tion de la formation de stocks à la croissance économique devrait être nulle. Il semble en effet peu vraisemblable que la formation de stocks se poursuive en 2007 étant donné qu'un nombre croissant de chefs d'entreprises a jugé son niveau de stock trop élevé au quatrième trimestre 2006 et au premier trimestre 2007.

continue à perdre des parts de marché en 2007 et 2008, ces pertes devraient davantage correspondre à la tendance historique.

GRAPHIQUE 10 Exportations de biens et services
Taux de croissance à un an d'intervalle



Source: CPB, ICN, BFP

En 2007, les importations devraient progresser de 5,3 % (contre 2,7 % en 2006), à l'instar de la demande finale (demande intérieure plus exportations). En 2008, la croissance de la demande finale devrait être un peu moins soutenue qu'en 2007 étant donné que le ralentissement de la demande intérieure n'est que partiellement compensé par la reprise des exportations. Néanmoins, la croissance des importations devrait de nouveau atteindre 5,3 % en 2008 puisque l'intensité en importations des exportations est supérieure à celle de la demande intérieure.

Au cours des années de projection, les prix internationaux hors énergie - exprimés en euros - devraient stagner suite à l'appréciation sensible du taux de change. Bien que les prix belges à l'importation aient progressé de 4 % en 2006, leur croissance devrait se limiter à, respectivement, 1,3 % et 1 % en 2007 et 2008, et ce parce que l'on table sur une stagnation des prix des produits pétroliers exprimés en euros en 2007 et sur leur faible hausse en 2008. Quant aux prix belges à l'exportation, ils devraient

augmenter de 1,7 % en 2007 et de 0,8 % en 2008. Ces évolutions se traduisent par une amélioration des termes de l'échange en 2007 (+0,5 %) et leur légère détérioration en 2008 (-0,2 %).

En 2007, la croissance des importations devrait dépasser celle des exportations. En conséquence, la contribution des exportations nettes à la croissance économique devrait être négative (-0,4 point de pourcentage). L'année prochaine, les importations et exportations devraient évoluer pratiquement au même rythme et la contribution des exportations nettes à la croissance devrait atteindre 0,1 point de pourcentage.

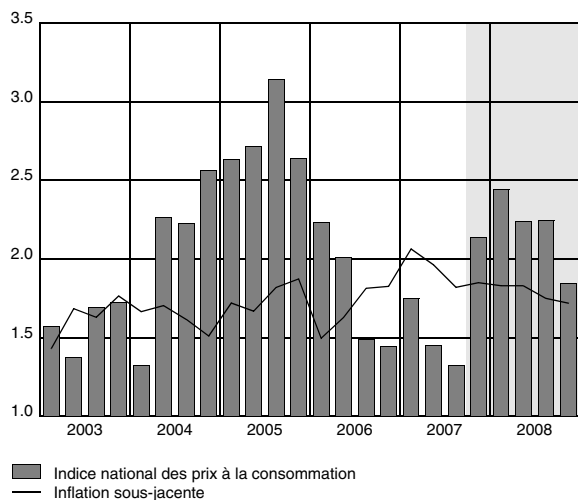
Compte tenu de la hausse continue des prix du pétrole, le solde des opérations courantes s'est sensiblement dégradé entre 2002 et 2005. Au cours des deux années de projection, le solde se détériorerait, comme en 2006, de 0,1 % du PIB pour s'établir à 2,2 % du PIB en 2008. En 2007, la baisse du volume des exportations nettes serait partiellement compensée par une évolution favorable des termes de l'échange. En 2008, par contre, la faible progression des exportations nettes devrait être annulée par la légère détérioration des termes de l'échange.

3. Evolution des prix et salaires

►► Evolution des prix intérieurs

Au cours des trois dernières années, l'évolution des prix énergétiques a alimenté l'inflation en Belgique. En 2006, le cours du baril de Brent s'est établi à 65 dollars en moyenne, contre 38 dollars en 2004. Entre 2004 et 2006, les prix pétroliers exprimés en dollar ont progressé de 31 % par an en moyenne. L'euro s'étant simultanément apprécié par rapport au dollar, les prix du pétrole exprimés en euro ont augmenté dans une moindre mesure (27 % par an en moyenne). Au cours de cette période, l'inflation annuelle moyenne (2,2 %) a été nettement supérieure à l'inflation sous-jacente¹¹ (1,5 %) sous l'effet principalement de la flambée du cours du Brent. Il est étonnant de constater que l'inflation sous-jacente est alors restée pratiquement stable en dépit de la hausse continue du prix du pétrole. Cette situation s'explique par une croissance limitée des coûts salariaux, par une baisse de l'intensité énergétique du PIB belge ainsi que par une concurrence internationale accrue qui exerce des pressions à la baisse sur l'évolution des prix des produits non énergétiques importés.

GRAPHIQUE 11 Evolution trimestrielle de l'inflation
Croissance à un an d'intervalle



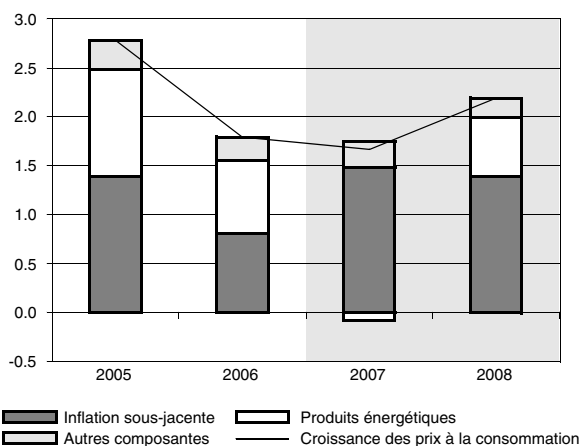
Source: SPF Economie, BFP

(11) L'inflation sous-jacente est calculée en épurant l'INPC de l'impact des changements de prix d'origine administrative et de l'évolution des prix des composantes traditionnellement très volatiles. Le calcul de l'inflation sous-jacente exclut donc les éléments suivants : les modifications de la TVA, des accises, des 'autres impôts indirects' et de la taxe de circulation, ainsi que l'évolution des prix de l'eau, des produits énergétiques, du tabac, des boissons alcoolisées, de la viande et des fruits et légumes frais.

Au cours des trois premiers trimestres de cette année, l'inflation mesurée sur base de l'évolution à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation (INPC), s'est avérée nettement inférieure à l'inflation sous-jacente, et ce en raison de deux facteurs. Premièrement, les prix pétroliers exprimés en euro se sont révélés en moyenne 7 % plus bas que durant les trois premiers trimestres de 2006. Cette évolution est attribuable dans son ensemble à l'appréciation de l'euro puisque le cours du Brent en dollar est resté stable. Deuxièmement, les prix du gaz naturel ont connu une forte baisse. L'effet de cette baisse sur l'inflation a, en outre, été renforcé par la nouvelle méthode de prise en compte des prix du gaz naturel dans l'INPC. Au cours du quatrième trimestre de cette année, la forte augmentation à un an d'intervalle (21 % en moyenne) des prix du pétrole en euro devrait déboucher sur une accélération de l'inflation.

Le graphique 12 montre que la croissance de l'INPC devrait légèrement se tasser et passer de 1,8 % en 2006 à 1,7 % en 2007 étant donné que la contribution plus élevée de l'inflation sous-jacente est plus que compensée par la contribution légèrement négative des produits énergétiques, elle-même due exclusivement à l'évolution du prix du gaz naturel. Le prix des autres produits énergétiques devrait, tout comme le prix du Brent en euro, se stabiliser par rapport à 2006. Il est à remarquer que le chiffre de l'inflation pour 2006 est artificiellement bas à cause de la prise en compte, à partir de janvier 2006, d'un nouveau panier de biens et services pour le calcul de l'INPC. Quant au déflateur de la consommation des particuliers, qui n'est pas affecté par ce changement, il a progressé de 2,5 % l'an dernier. Vu que la différence entre la croissance de l'INPC et celle du déflateur de la consommation des particuliers se répercute sur l'inflation sous-jacente, l'accélération de cette dernière en 2007 est en grande partie artificielle¹². La contribution des 'autres composantes' à l'inflation devrait légèrement progresser sous l'effet de la nette augmentation des accises sur le tabac, laquelle a entraîné une hausse d'environ 10 % des prix du tabac au début de l'année 2007.

(12) Dans le graphique 11, le biais relatif à l'inflation sous-jacente est corrigé.

GRAPHIQUE 12 Décomposition de l'indice des prix à la consommation*Contribution (en %) à la croissance des prix à la consommation*

Source: SPF Economie, BFP

En 2008, l'inflation sous-jacente devrait légèrement fléchir par rapport à son niveau de 2007 étant donné que l'appréciation du taux de change effectif de l'euro pour la Belgique pèse sur les prix à l'importation. L'inflation devrait néanmoins s'accélérer en

2008 pour s'établir à 2,2 % sous l'effet de la nette progression de la contribution des prix de l'énergie. Cette dernière est largement influencée par la hausse du prix du gaz naturel, qui devrait être plus importante que ce que laissent supposer les cotations sur les marchés à terme. Certains fournisseurs de gaz ont en effet annoncé, au cours des derniers mois, une nouvelle hausse de leurs prix. Le cours du baril de Brent devrait s'établir, en moyenne, à 78 dollars en 2008, soit une hausse de 11 % par rapport à 2007. Étant donné l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, cette hausse serait toutefois limitée à 7 % pour le cours du baril de Brent exprimé en euro. L'année prochaine, la contribution à l'inflation des 'autres composantes' devrait diminuer puisque aucune hausse des accises sur le tabac n'est prévue pour le moment.

Pour ce qui est de l'indice santé, il devrait progresser de 1,6 % en 2007 et de 2,2 % en 2008. L'évolution annuelle des prix des composantes qui ne sont pas prises en considération dans le calcul de l'indice santé (boissons alcoolisées, tabac et carburants) s'écarte à peine de l'évolution de l'INPC. Par conséquent, la progression de l'indice santé et celle de l'INPC devraient être similaires en 2007 et 2008.

►► Indexation des salaires dans la fonction publique et des allocations sociales

Le dernier dépassement de l'indice pivot pour le secteur public a eu lieu en septembre 2006. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, le prochain dépassement de l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 106,22) devrait avoir lieu en janvier 2008. En conséquence, les allocations sociales et les

salaires dans la fonction publique devraient être adaptés à l'augmentation du coût de la vie à hauteur de 2 %, respectivement en février et mars 2008. Le dépassement suivant (valeur de l'indice pivot de 108,34) devrait intervenir en décembre 2008.

►► Evolution salariale dans le secteur marchand

Evolution du coût salarial

Les coûts salariaux horaires ont connu une croissance cumulée de 4,9 % (2 % et 2,9 %) sur la période 2005-2006, ce qui implique un dépassement de la norme indicative de 4,5 % qui avait fait l'objet de l'accord social 2005-2006. Cette évolution est due à la fois à la hausse plus sensible (1,6 %) des salaires bruts réels par rapport à la norme salariale (1,2 %) et à l'indexation des salaires qui s'est avérée plus rapide (4 %) qu'escompté en janvier 2005 (3,3 %). Par contre, la baisse du taux implicite de cotisations patronales au sens large¹³ s'est traduite par une progression moins rapide des coûts salariaux horaires nominaux que celle des salaires horaires bruts nominaux.

Depuis 1997, la formation des salaires dans le secteur privé est organisée dans le cadre de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cette loi a pour objectif d'aligner l'évolution des salaires en Belgique sur la moyenne de nos trois pays voisins. En application de cette loi, les partenaires sociaux ont approuvé, en février 2007, le projet d'accord pour la période 2007-2008. Cet accord fixe le plafond de la hausse cumulée des coûts salariaux nominaux horaires à 5 %, qui devient ainsi la norme indicative pour les négociations salariales au niveau sectoriel et au niveau des entreprises. Pour fixer cette norme, on s'est notamment basé sur une progression cumulée de l'indice santé estimée à 3,9 %, ce qui implique une augmentation de 1,1 % des salaires horaires bruts avant indexation. Dans les présentes prévisions, l'hypothèse retenue est que les salaires horaires bruts réels augmenteront de 0,5 % en 2007 et de 0,6 % en 2008.

(13) A savoir les cotisations patronales payées à la sécurité sociale et aux autorités fédérales, les cotisations fictives et les cotisations extralégales (payées au secteur des assurances), exprimées en pourcent de la masse salariale brute.

Bien que les prix du pétrole aient augmenté plus rapidement que prévu depuis le début 2007, l'impact de cette hausse sur l'indice santé est tempéré par une appréciation plus forte que prévue de l'euro (voir ci-avant). Sur la base des informations disponibles à la fin septembre, l'indexation salariale (cumulée) dans le secteur marchand pour la période 2007-2008 devrait être inférieure de 0,1 point de pourcentage à celle prévue lors de la fixation de la norme salariale. La croissance cumulée des salaires horaires bruts nominaux atteindrait ainsi 4,9 %.

En 2007 et 2008, l'influence des cotisations patronales sur l'évolution des coûts salariaux horaires devrait être relativement limitée. Les cotisations

patronales payées à la sécurité sociale devraient évoluer pratiquement au même rythme que les salaires bruts. Par contre, les cotisations extralégales devraient progresser légèrement plus rapidement que les salaires bruts mais l'impact de cette évolution devrait être plus que compensé par les cotisations fictives qui (sur base cumulée) restent pratiquement stables au cours de ces deux années. En conséquence, la croissance cumulée des coûts salariaux nominaux en 2007-2008 (4,8 %) devrait être inférieure de 0,1 point de pourcentage à la hausse des salaires horaires bruts nominaux.

TABLEAU 1 Formation du coût salarial dans le secteur marchand

Contributions en points de pourcentage à la croissance du coût salarial horaire nominal

	2005	2006	2007	2008
Norme salariale				
Croissance du coût salarial horaire nominal		4,5		5,0
a. Indexation		3,3		3,9
b. Hausse salariale horaire brute avant indexation ^a		1,2		1,1
Réalisations / perspectives				
Croissance du coût salarial horaire nominal	2,0	2,9	2,1	2,7
a. Indexation	2,1	1,8	1,7	2,1
b. Hausse salariale horaire brute avant indexation ^a	0,4	1,1	0,5	0,6
c. Cotisations patronales totales ^b	-0,5	0,0	-0,1	0,0

a. Hausses salariales conventionnelles réelles plus dérive salariale.

b. Cotisations patronales légales, extralégales et fictives.

Réductions des cotisations patronales, subventions salariales et bonus crédit d'emploi

En 2006 et 2007, les réductions de cotisations patronales augmentent encore sensiblement suite à l'introduction du 'bonus jeunes' et du 'bonus travailleurs âgés' mais stagnent en 2008. En 2007, les subventions salariales représentent 70 % des nouvelles réductions de charges salariales et en 2008 elles constituent pratiquement la seule source de réductions de charges salariales pour les entreprises. Cette année, les principales sources d'accroissement des subventions salariales sont: les mesures renforcées 'heures supplémentaires, travail en équipe et travail de nuit' pour 40 % et le recours accru aux titres-services à hauteur de 35 %. En 2008, la ristourne générale sur le versement à titre de pré-compte professionnel (introduite en 2007) arrive à vitesse de croisière et constitue ainsi la principale

forme de subventions salariales (pour près de 60 %). En raison de l'augmentation de la masse salariale brute des personnes concernées, les mesures 'heures supplémentaires, travail de nuit et en équipe' constituent la deuxième composante des subventions salariales (25 %).

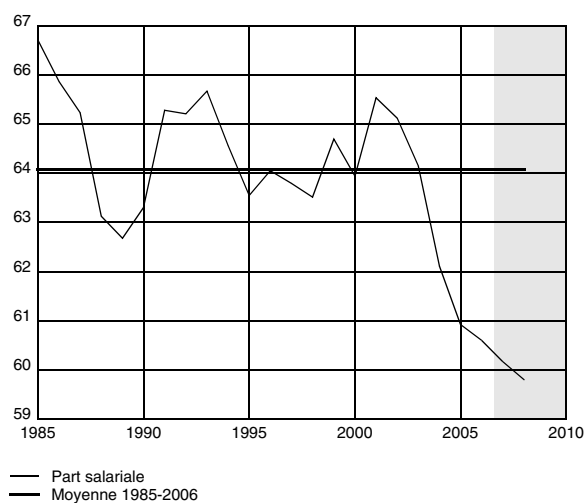
En 2008, les réductions de cotisations personnelles ciblées sur les bas salaires diminuent légèrement (de l'ordre de 15 millions d'euros) étant donné que le relèvement des plafonds salariaux du bonus crédit d'emploi ne compense pas suffisamment la hausse salariale moyenne des travailleurs à faibles revenus, ce qui affaiblit l'impact du renforcement des modalités décidé en 2007.

TABLEAU 2 Réductions ex ante des charges salariales dans le secteur marchand et pour les ménages (1999-2008, millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Réductions des cotisations patronales	1518	2589	2976	3029	3170	3784	4254	4419	4602	4611
Subventions salariales	210	453	545	516	659	833	1139	1720	2297	2619
Total employeurs	1728	3041	3521	3545	3829	4617	5393	6139	6899	7230
Réductions des cotisations sociales personnelles	0	81	99	90	154	159	258	610	660	645

Evolution de la part salariale

Sur la période 2002-2008, la part salariale¹⁴ a sensiblement diminué en raison, d'une part, d'une croissance plus élevée de la productivité par rapport à celle des coûts salariaux horaires avant indexation et, d'autre part, d'une indexation des salaires moins rapide que la croissance du déflateur de la valeur ajoutée. Compte tenu de ces évolutions, la part salariale dans la valeur ajoutée retombe de 65,5 % en 2001 à 59,8 % en 2008, soit largement en dessous de la moyenne observée sur la période 1985-2006.

GRAPHIQUE 13 Evolution de la part salariale
En pourcent de la valeur ajoutée, secteur des entreprises

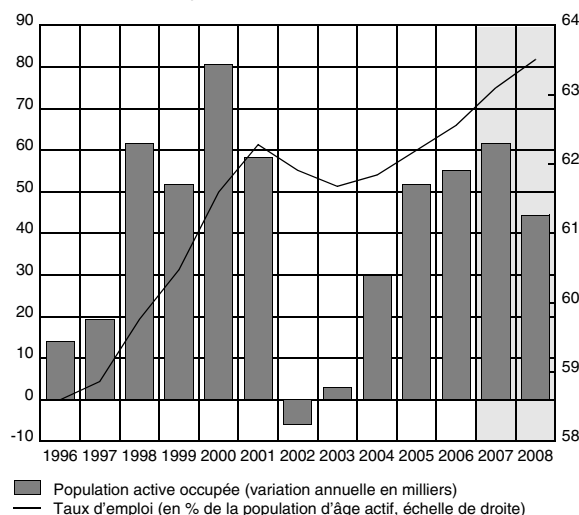
(14) Calculée ici comme la part des coûts salariaux dans la valeur ajoutée du secteur institutionnel des entreprises.

4. Marché du travail

En 2006, la croissance de la valeur ajoutée dans le secteur marchand a atteint 3,1 %, soit son niveau le plus élevé depuis 2000. Cette année encore, la croissance dans ce secteur devrait nettement dépasser son niveau tendanciel (2,8 %). Cette accélération de l'activité s'est à peine répercutée sur la croissance de la productivité horaire: elle est passée de 1 % à 1,3 % en 2006 et devrait retomber à 0,9 % cette année. Quant aux salaires horaires bruts avant indexation, ils ont augmenté nettement plus rapidement en 2006 qu'en 2005 mais devraient connaître une évolution modérée en 2007 et 2008 (voir chapitre 'prix et salaires').

Cette évolution implique que la croissance récemment enregistrée dans le secteur marchand a été relativement intensive en main-d'oeuvre: le volume de travail (en heures) a progressé de 1,8 % en 2006 et devrait encore augmenter de 2 % cette année. Il est à noter que la croissance de l'effectif de l'emploi comptabilisé en nombre de personnes est un peu moins élevée sur cette période puisque l'accélération de la croissance est partiellement compensée par un allongement du temps de travail. Dans le secteur marchand, la durée moyenne du temps de travail par tête a diminué de 0,25 % en 2005, a progressé à un rythme équivalent l'année dernière, et devrait rester inchangée cette année. Aussi, l'effectif de l'emploi comptabilisé en nombre de personnes progresse plus vite en 2007 (2 %) qu'en 2006 (1,6 %) dans le secteur marchand.

GRAPHIQUE 14 Evolution de l'emploi et du taux d'emploi
Moyennes annuelles



Source: ICN, SPF Emploi, BFP

En outre, la hausse du nombre de travailleurs indépendants est frappante¹⁵. Alors que leur nombre avait diminué de façon continue au cours de la

période 1997-2004 (baisse cumulée de 31 400 unités), il a depuis lors augmenté de 15 600 unités en deux ans. Sur la base des données trimestrielles disponibles, la hausse annuelle du nombre d'indépendants devrait même représenter 9 900 unités cette année. Ce renversement de tendance est clairement visible dans les secteurs de la construction, du commerce et de l'horeca et s'explique en partie par le nombre croissant de ressortissants des nouveaux Etats membres de l'UE qui s'installent en Belgique sous ce statut.

D'autre part, dans le secteur marchand, la progression de l'emploi salarié est fortement soutenue par la nette augmentation du nombre de personnes recrutées dans le cadre du programme des titres-services lancé en 2003. En 2006, pas moins de 35 500 personnes (en moyenne annuelle) travaillaient dans le cadre de ce programme; cette année, leur nombre devrait même passer à 54 300. Cette hausse de l'emploi via les titres-services freine l'évolution tant de la productivité que des salaires bruts par tête dans le secteur marchand. En effet, le salaire brut par tête dans les entreprises de titres-services n'atteint même pas le tiers du salaire brut moyen de l'ensemble du secteur marchand.

En 2007 et 2008, la croissance de l'activité du secteur marchand devrait progressivement s'essouffler. Ainsi, la croissance de la valeur ajoutée devrait retomber à 2,3 % en moyenne annuelle l'année prochaine. En outre, puisque la croissance de l'emploi dans le cadre du programme titres-services (emploi à faible productivité) devrait elle aussi se ralentir, la productivité horaire du travail devrait remonter légèrement à 1,2 %. Par conséquent, la progression du volume du travail devrait clairement se tasser. La croissance à un trimestre d'intervalle du volume de travail a encore atteint 0,5 % en moyenne au cours du premier semestre 2007 et pratiquement 0,4 % au cours du second semestre. En 2008, elle ne devrait pas dépasser 0,2 % en moyenne sur base trimestrielle. Compte tenu d'une légère baisse tendancielle de la durée moyenne du travail (-0,15 %), la croissance de l'emploi par tête dans le secteur marchand devrait se ralentir pour s'établir à 1,2 %.

En 2006, l'emploi public a augmenté de 3 200 unités, ce qui représente l'augmentation la plus faible depuis 1997. Cette progression est aussi nettement moindre que celle enregistrée en 2005 (plus 9 900 personnes). Ce ralentissement des créations d'emplois publics concernerait à la fois les administrations locales et l'enseignement, deux secteurs où les recrutements ont été nombreux au cours des dix dernières années¹⁶. En 2007 et 2008 aussi, les créa-

(16) Ces chiffres sont à envisager avec une certaine réserve étant donné qu'aucun chiffre définitif relatif au passé récent n'est disponible pour les administrations locales.

(15) Y compris les aidants.

tions d'emplois publics seraient limitées (respectivement 2 100 et 1 400 personnes) en comparaison avec celles enregistrées sur la période 1997-2005.

Enfin, la forte augmentation de l'emploi dans le cadre du programme des titres-services va en partie de pair avec une diminution de l'emploi dans d'autres segments. Cet effet de substitution est en partie observé au sein même du secteur marchand où l'on constate une baisse de l'emploi dans les ALE. De plus, les titres-services font concurrence au travail au noir dans le secteur non marchand, effectué pour le compte des ménages. Dans quelle mesure l'expansion de l'emploi 'titres-services' s'explique par une substitution au travail au noir ou par une augmentation de la demande globale de travail ménager (fourni par des tiers) est une question à laquelle il est difficile de répondre. En effet, les données qui permettraient de réaliser une telle évaluation sont évidemment - par définition - très partielles. Les méthodes d'estimation actuellement disponibles évaluent la hausse du nombre total de personnes qui fournissent des services ménagers rémunérés (via les titres-services, les ALE ou le travail au noir) à 10 000 personnes en 2006 et à 8 000 personnes en 2007. En 2008, la progression devrait se limiter à 1 500 personnes.

La population active occupée (emploi marchand, emploi domestique, emploi public et solde des travailleurs frontaliers) a donc au total considérablement augmenté en 2006 (de 55 200 personnes) et 2007 (de 61 600 personnes) et devrait encore progresser de 44 400 personnes l'année prochaine en dépit d'un certain ralentissement conjoncturel. Par conséquent, le taux d'emploi, qui est passé de 62,2 % en 2005 à 62,6 % en 2006, devrait encore progresser à 63,1 % en 2007 et à 63,5 % en 2008.

Sur la période 2004-2008, la population active occupée devrait augmenter en chiffres cumulés de 242 800 personnes. Une augmentation comparable n'a été observée que lors de la période de forte conjoncture à la fin des années 80 et au tournant de ce siècle. Par exemple, la population active occupée a connu une croissance encore plus sensible (de 271 700 personnes) au cours de la période 1997-2001, laquelle a ensuite été suivie par deux années de repli conjoncturel. La hausse cumulée du taux d'emploi était alors beaucoup plus marquée (de 3,7 points de pourcentage) qu'actuellement (de 1,8 point de pourcentage). En effet, la population d'âge actif n'avait progressé durant cette période, que de 40 000 personnes alors qu'elle a crû aujourd'hui de 186 000 personnes en cinq ans. Cette évolution s'explique par le fait que les cohortes moins denses nées pendant la guerre atteignent actuellement l'âge de 65 ans. En outre, le flux d'immigrants est beaucoup plus élevé maintenant qu'au cours de la période précédente.

Par contre, il convient de tenir compte du fait que, dans la période actuelle, les générations denses du baby-boom glissent progressivement de classes d'âge (moyennes) à hauts taux d'activité vers les classes d'âge (plus âgées) qui se caractérisent par des taux d'activité faibles, ce qui pèse sur l'évolution du taux d'activité global. Alors que celui-ci a progressé de 2,6 points de pourcentage sur la période 1997-2001, il ne devrait augmenter que de 0,6 point de pourcentage sur la période 2004-2008 en dépit de la présence de facteurs structurels comparables sur les deux périodes (taux de participation accru des femmes; réforme des pensions).

En conséquence, l'offre de travail¹⁷ progresse moins sur la période 2004-2008 (de 175 400) que durant la période 1997-2001 (de 205 900).

La création continue d'emplois que l'on a pu observer ces dernières années n'a entraîné qu'une légère baisse du taux de chômage jusque et y compris le premier semestre 2006 (voir graphique 15). Ce n'est qu'à partir du troisième trimestre 2006 que le chômage a commencé à diminuer sensiblement. Il est vrai que les créations d'emploi se sont accélérées au cours de cette période, mais a priori pas de manière suffisante à justifier une telle baisse du chômage. Cela signifie donc que l'augmentation (mesurée) de l'offre de travail a radicalement diminué depuis un an. En moyenne annuelle, le chômage a baissé de 15 000 unités en 2006 et devrait même baisser au de 57 800 unités cette année compte tenu de la chute observée au second semestre de l'an dernier. Le taux de chômage est ainsi passé de 14,2 % en 2005 à 13,8 % en 2006 et devrait tomber à 12,7 % cette année. La progression de la population active a encore atteint 40 200 unités l'an dernier mais devrait se limiter à 3 800 unités cette année compte tenu des éléments décrits ci-avant. Quant au taux d'activité, il a encore légèrement augmenté l'année dernière (de 72,5 % à 72,6 %) mais devrait reculer à 72,3 % cette année.

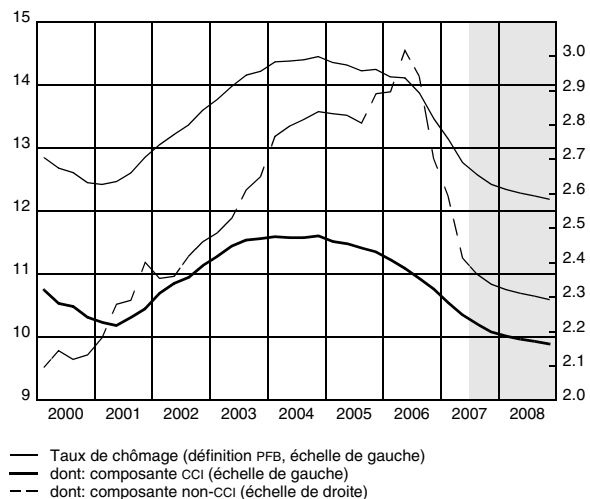
Le ralentissement soudain de la croissance de l'offre de travail surprend étant donné que son évolution est traditionnellement dominée par des facteurs structurels, et peu par des facteurs conjoncturels. Ce ralentissement pourrait donc mettre en lumière des incohérences au niveau des estimations récentes du chômage et de l'emploi. En ce qui concerne l'emploi, on a déjà mentionné les incertitudes concernant, d'une part, l'effet net de l'emploi dans le cadre des 'titres-services' et, d'autre part, l'estimation de l'évolution du travail au noir en général. Un second facteur difficile à estimer est l'impact de l'expansion de l'Union européenne. Cet impact peut jouer à deux niveaux: une hausse de l'emploi

(17) Dans ces prévisions, la population active (l'offre de travail) et le chômage sont mesurés selon la définition du BFP, une définition administrative large qui englobe les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi.

dans les institutions internationales à Bruxelles et une progression de l'immigration économique au départ des nouveaux Etats membres.

GRAPHIQUE 15 Evolution du taux de chômage (définition BFP)

Moyennes trimestrielles, données corrigées des variations saisonnières



Source: ONEM, BFP

En ce qui concerne le chômage, il convient de mentionner que les chiffres administratifs des demandeurs d'emploi inoccupés sont source de problèmes depuis les changements intervenus dans les méthodes régionales d'enregistrement, suite à la suppression du pointage en janvier 2006. A titre d'illustration, le taux de chômage administratif (définition BFP), représenté dans le graphique ci-dessus, est décomposé en deux taux: une composante 'chômeurs complets indemnisés' (CCI, près de 80 % du total) et une composante 'autres' (jeunes en stage

d'attente, demandeurs d'emploi librement inscrits, etc.). Le chômage selon la définition du BFP est construit de manière traditionnelle sur la base des chiffres régionaux relatifs aux demandeurs d'emploi inoccupés. Depuis 2006, ces chiffres ne font plus la distinction entre les chômeurs indemnisés et les autres demandeurs d'emploi. Néanmoins, l'évolution depuis 2006 de la composante CCI peut être déduite des statistiques de paiement de l'ONEM qui n'ont pas été pas influencées par la suppression du pointage. Le graphique montre que la baisse récente du taux de chômage (définition BFP) est beaucoup plus marquée que la diminution de la composante CCI, ce qui implique soit un net recul de la composante non-CCI (qui a un poids beaucoup faible dans le chômage total), soit une surestimation (temporaire) de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés suite aux changements de méthode précités.

Le présent budget économique table, à partir du quatrième trimestre de cette année, sur une évolution de la population active guidée à nouveau par les évolutions sociodémographiques sous-jacentes. Compte tenu de ce profil trimestriel, la population active devrait progresser de 24 000 personnes en 2008 (en moyenne annuelle), mais le taux d'activité devrait rester stable à 72,3 %. La progression légèrement moins forte de la population active occupée par rapport à celle mesurée cette année-ci limite la baisse du nombre de chômeurs à 20 400 unités si bien que le taux de chômage (définition BFP) recule à 12,2 %. Le taux de chômage 'harmonisé' utilisé par Eurostat pour la Belgique (basé sur l'enquête sur les forces du travail de l'INS) diminue cette année de 8,2 % à 7,5 % et devrait encore baisser jusqu'à 7,2 % l'an prochain.

➤➤ Annexe

Tableau A.	Environnement international et indicateurs financiers
Tableau B.1.	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants
Tableau B.2.	PIB et principales catégories de dépenses en volume
Tableau B.3.	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Tableau B.4.	Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants
Tableau B.5.	Situation sur le marché de l'emploi
Tableau B.5.bis	Situation sur le marché de l'emploi - détail
Tableau B.6.	Compte des particuliers
Tableau B.7.	Revenu disponible réel des particuliers
Tableau B.8.	Compte des entreprises
Tableau B.9.	Opérations avec le reste du monde

Tableau A. Environnement international et indicateurs financiers*Taux de croissance, sauf indications contraires*

	2005	2006	2007	2008
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	6.5	8.9	6.7	6.5
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	-0.5	0.1	0.8	0.7
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	124.3	125.5	136.1	141.3
Prix mondiaux				
Biens hors énergie (en euro) (3)	-0.3	1.1	-0.1	-0.1
Énergie (Brent: USD par baril)	54.4	65.2	70.2	77.9
Taux d'intérêt zone euro (niveau)				
Court terme (EURIBOR à 3 mois) (2)	2.2	3.1	4.2	4.3
Long terme (10 ans) (4) (2)	3.4	3.8	4.3	4.3
Taux d'intérêt belges (niveau)				
Court terme (tarif interbancaire, 3 mois)	2.2	3.1	4.2	4.3
Long terme (OLO, 10 ans)	3.4	3.8	4.3	4.3

(1) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures: hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Taux de croissance pondéré des prix à l'exportation des biens (hors énergie) provenant de nos partenaires commerciaux

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro

Tableau B.1. PIB et principales catégories de dépenses à prix courants*En milliards d'euros*

	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	158.95	166.25	173.76	180.87
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	68.73	70.77	74.30	77.95
Formation brute de capital fixe	61.35	65.69	70.71	73.99
a. Investissements des entreprises (1)	39.82	42.01	46.42	48.20
b. Investissements des pouvoirs publics	5.33	5.32	4.83	5.55
c. Investissements en logements	16.20	18.35	19.45	20.24
Variation de stocks	1.73	3.83	2.57	2.55
Dépenses nationales totales	290.75	306.54	321.34	335.36
Exportations de biens et services	261.63	277.64	295.60	313.67
Importations de biens et services	250.42	267.56	285.31	303.53
Produit Intérieur Brut	301.97	316.62	331.63	345.50
Revenu National Brut	303.64	320.49	335.64	349.65

(1) Y compris indépendants et ISBL

Tableau B.2. PIB et principales catégories de dépenses en volume*Taux de croissance*

	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.3	2.0	2.5	1.7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0.2	0.0	2.4	2.5
Formation brute de capital fixe	6.7	4.2	5.9	2.3
a. Investissements des entreprises (1)	4.7	3.9	8.8	1.6
b. Investissements des pouvoirs publics	13.0	-3.2	-9.4	12.8
c. Investissements en logements	9.9	7.6	3.8	1.2
Variation de stocks (2)	0.0	0.9	-0.0	-0.0
Dépenses nationales totales	2.1	3.0	3.2	2.0
Exportations de biens et services	3.6	2.6	4.6	5.2
Importations de biens et services	4.2	2.7	5.3	5.3
Exportations nettes (2)	-0.3	-0.0	-0.4	0.1
Produit intérieur brut	1.7	2.8	2.7	2.1
Revenu intérieur brut réel	1.5	2.4	3.1	1.9
Revenu national brut réel	1.1	3.1	3.1	1.9

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau B.3. Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses*Taux de croissance*

	2005	2006	2007	2008
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.8	2.5	1.9	2.3
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	4.3	3.0	2.5	2.3
Formation brute de capital fixe	1.3	2.7	1.6	2.3
a. Investissements des entreprises (1)	0.5	1.6	1.6	2.2
b. Investissements des pouvoirs publics	1.0	3.1	0.2	1.8
c. Investissements en logements	3.3	5.3	2.1	2.8
Dépenses nationales totales	2.7	2.4	1.6	2.3
Exportations de biens et services	4.1	3.4	1.7	0.8
Importations de biens et services	4.4	4.0	1.3	1.0
Termes de l'échange	-0.3	-0.5	0.5	-0.2
Produit Intérieur Brut	2.5	2.0	2.0	2.1
<i>Pro memori:</i>				
Déflateur des dépenses finales totales	3.4	2.9	1.7	1.6
Contributions:				
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	1.4	1.1	1.1	1.1
(a1) Coûts salariaux par unité produite	0.4	0.4	0.3	0.4
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	-0.0	0.2	-0.1	0.1
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	1.0	0.4	0.8	0.6
(b) Coût des importations	2.0	1.8	0.6	0.5

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau B.4. Masse salariale dans le secteur marchand: évolution et déterminants*Taux de croissance annuels moyens, sauf indications contraires*

	2005	2006	2007	2008
<i>Salariés dans le secteur marchand</i>				
Coût salarial par heure effective	2.0	2.9	2.1	2.7
Coût salarial par personne	1.5	3.1	2.1	2.5
Salaire brut par heure effective	2.5	3.0	2.2	2.7
Salaire brut par personne	2.0	3.2	2.2	2.5
Indexation	2.1	1.8	1.7	2.1
Salaire brut par heure effective hors indexation	0.4	1.1	0.5	0.6
Salaire brut par personne hors indexation	-0.1	1.4	0.5	0.4
Emploi (nombre d'heures)	0.9	1.9	2.1	1.2
Emploi (nombre de personnes)	1.4	1.7	2.1	1.3
Masse salariale y compris cotisations patronales (1)	2.9	4.8	4.3	3.8
Masse salariale hors cotisations patronales	3.4	5.0	4.4	3.9
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (1)	33.7	33.5	33.4	33.4
Cotisations patronales (sensu stricto) (2)	24.8	24.8	24.8	24.8
Cotisations des salariés (3)	10.7	10.3	10.2	10.3
<i>Inflation et indexation</i>				
Inflation: indice national des prix à la consommation	2.8	1.8	1.7	2.2
Inflation: indice santé	2.2	1.8	1.6	2.2
Indexation rémunérations secteur public	2.3	1.7	1.8	1.5
Indexation des prestations sociales	2.3	1.7	1.5	1.8
<i>Secteur marchand (salariés et indépendants)</i>				
Valeur ajoutée en volume	2.1	3.1	2.8	2.3
Emploi (nombre d'heures)	1.1	1.8	2.0	1.1
Productivité horaire	1.0	1.3	0.9	1.2

(1) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral

(2) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(3) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

Tableau B.5. Situation sur le marché de l'emploi*En milliers (moyennes annuelles)*

	2005	2006	2007	2008
I. Population totale (II+III)	10478.6	10522.2	10543.8	10564.9
I.bis Population d'âge actif	6878.9	6927.5	6965.4	6990.8
II. Population inactive (concept BFP)	5489.6	5493.0	5510.8	5507.9
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4989.0	5029.3	5033.0	5057.0
IV. Emploi intérieur	4225.4	4278.1	4339.4	4383.7
(a) Salariés	2744.2	2785.9	2835.2	2872.8
(b) Indépendants	687.3	695.1	705.0	710.2
(c) Emploi public	793.8	797.1	799.2	800.6
V. Travailleurs frontaliers (solde)	53.3	55.8	56.0	56.2
VI. Chômage (concept BFP)	710.4	695.4	637.6	617.2
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (1)	584.7	579.2	529.8	516.9
(b) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	125.7	116.2	107.8	100.3
Taux de chômage (VI)/(III)	14.2	13.8	12.7	12.2
Taux d'activité (III)/(I.bis)	72.5	72.6	72.3	72.3
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	62.2	62.6	63.1	63.5
<i>Pro memori</i>				
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	8.4	8.2	7.5	7.2

(1) Hors emplois ALE

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B.5.bis Situation sur le marché de l'emploi - détail*En milliers (moyennes annuelles)*

	2005	2006	2007	2008
I. Population totale (II+III)	10478.6	10522.2	10543.8	10564.9
I.bis Population d'âge actif	6878.9	6927.5	6965.4	6990.8
II. Population inactive (concept BFP)	5489.6	5493.0	5510.8	5507.9
<i>dont: avec allocation ONEM (1):</i>	180.4	186.5	191.6	193.8
- Dispenses pour raisons sociales et familiales	7.0	9.2	10.9	12.5
- Dispenses pour reprise d'études	19.2	20.2	21.9	23.8
- Interruptions complètes de carrière (2)	29.0	28.8	27.9	27.0
- Prépensions conventionnelles à temps plein	109.0	111.1	113.6	113.0
- Chômeurs complets en formation professionnelle	16.2	17.2	17.3	17.5
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	4989.0	5029.3	5033.0	5057.0
IV. Emploi intérieur	4225.4	4278.1	4339.4	4383.7
<i>dont: avec allocation ONEM (1):</i>	274.1	295.0	313.0	326.4
- Temps partiel avec AGR (4) + invol. avec allocations	47.9	48.0	47.9	49.1
- Activation	58.9	63.6	69.2	72.5
** Agences locales pour l'emploi	12.9	10.3	8.3	6.6
** Programme de réinsertion	0.0	0.0	0.0	0.0
** Plan 'activa'	39.6	45.6	50.5	53.0
** Réintégration de chômeurs âgés	1.2	2.2	4.6	6.8
** Programme de transition professionnelle	5.1	5.5	5.8	6.0
** Première expérience professionnelle	0.0	0.0	0.0	0.0
- Interruptions partielles de carrière (2)	165.9	182.1	194.7	203.6
- Prépensions à temps partiel	0.9	0.8	0.7	0.6
- Chômeurs complets en atelier protégé	0.6	0.5	0.5	0.6
V. Travailleurs frontaliers (solde)	53.3	55.8	56.0	56.2
VI. Chômage (concept BFP)	710.4	695.4	637.6	617.2
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (5)	584.7	579.2	529.8	516.9
(b) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (1)	125.7	116.2	107.8	100.3
p.m. Temps partiels volontaires indemnisés (1)	31.1	30.6	29.5	28.5
p.m. Chômage temporaire (1) (unités budgétaires)	34.4	32.4	30.0	30.5
p.m. CCI-DE (1)(6) - variations annuelles	2.5	-9.9	-28.5	-9.1

(1) Définition Statinfo (concept paiements)

(2) Inclut le crédit temps

(3) Non compris le chômage temporaire

(4) AGR: allocation de garantie de revenu

(5) Hors emplois ALE

(6) Y inclus dispensés ALE

Tableau B.6. Compte des particuliers (1)

En milliards d'euros

	2005	2006	2007	2008
I. Opérations courantes				
a. Ressources	269.75	280.44	291.84	302.74
1. Excédent net d'exploitation	8.00	8.69	9.34	9.76
2. Revenu mixte	21.31	21.92	22.67	23.51
3. Rémunération des salariés	155.10	162.12	168.57	174.81
Salaires et traitements bruts	115.66	120.98	125.64	130.15
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	30.31	31.60	33.11	34.36
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	9.13	9.54	9.83	10.30
4. Revenus nets de la propriété	25.31	25.49	26.66	27.80
Intérêts reçus	12.05	12.25	12.69	12.95
Intérêts payés (-)	2.89	3.69	3.87	4.02
Revenu distribué des sociétés	10.00	10.24	10.89	11.66
Autres	6.15	6.68	6.96	7.21
5. Prestations sociales	55.88	57.95	60.02	62.18
6. Autres transferts courants nets	2.12	2.44	2.65	2.80
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2.02	1.83	1.91	1.88
b. Emplois	257.81	266.91	278.94	290.16
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	40.10	39.99	41.94	43.54
2. Cotisations sociales, dont:	58.76	60.67	63.24	65.75
Cotisations sociales effectives	49.75	51.25	53.55	55.58
Cotisations sociales imputées	9.01	9.42	9.70	10.17
3. Consommation finale nationale	158.95	166.25	173.76	180.87
c. Epargne nette	11.94	13.53	12.89	12.58
II. Opérations en capital				
a. Ressources	0.76	0.61	0.68	0.68
b. Emplois	10.30	12.50	13.08	13.52
1. Formation brute de capital fixe	18.53	20.81	22.19	23.08
2. Consommation de capital fixe (-)	10.12	10.26	11.04	11.53
3. Impôts en capital	1.88	2.16	2.14	2.19
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-0.10	-0.10	-0.10	-0.10
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-0.18	-0.24	-0.24	-0.24
6. Autres transferts en capital à payer	0.29	0.13	0.12	0.12
III. Capacité nette(+) ou besoin net (-) de financement	2.40	1.63	0.49	-0.26
en % du PIB	0.79	0.52	0.15	-0.07

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.7. Revenu disponible réel des particuliers (1)*Taux de croissance*

	2005	2006	2007	2008
Revenu primaire brut	-0.0	1.4	2.3	1.5
<i>a. Salaires, dont:</i>	0.4	2.0	2.0	1.4
Entreprises	0.1	2.2	2.2	1.5
Etat	1.4	1.1	1.7	1.0
Travailleurs frontaliers	0.3	3.0	0.8	0.6
<i>b. Excédent brut d'exploitation et revenu des indépendants</i>	-0.0	1.1	3.4	1.7
Excédent brut d'exploitation des particuliers	3.7	2.0	5.5	2.1
Revenu mixte des indépendants	-3.0	0.4	1.5	1.4
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-2.3	-1.7	2.6	1.9
Intérêts reçus	-4.0	-0.8	1.6	-0.3
Intérêts payés (-)	38.5	24.5	3.0	1.4
Revenus distribués des sociétés	-0.2	-0.1	4.3	4.7
Distribution secondaire des revenus				
<i>a. Transferts aux particuliers, dont:</i>	-0.1	1.6	1.8	1.3
Prestations sociales	-0.2	1.2	1.6	1.3
<i>b. Cotisations de Sécurité sociale (-)</i>	-0.8	0.7	2.3	1.6
Cotisations sociales effectives	-0.5	0.5	2.5	1.5
Cotisations sociales imputées	-2.2	1.9	1.0	2.5
<i>c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)</i>	1.3	-2.7	2.9	1.5
Revenu disponible brut des particuliers	-0.1	2.6	2.1	1.4

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau B.8. Compte des entreprises

En milliards d'euros

	2005	2006	2007	2008
I. Opérations courantes				
a. Ressources	34.65	39.82	42.84	44.37
1. Excédent net d'exploitation	39.54	42.49	46.51	48.92
2. Cotisations sociales	9.81	9.94	10.26	10.35
cotisations effectives à charge des employeurs	5.22	5.34	5.65	5.85
cotisations à charge des salariés	2.13	2.07	2.15	1.97
cotisations sociales imputées	2.47	2.53	2.45	2.53
3. Revenus nets de la propriété	-15.52	-13.60	-14.47	-15.33
4. Autres transferts courants nets	0.82	0.98	0.54	0.43
b. Emplois	-.-	-.-	-.-	-.-
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	10.85	12.22	12.04	12.35
2. Prestations sociales	8.32	8.65	8.52	8.55
prestations d'assurances sociales de régimes privés	5.22	5.48	5.88	5.91
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	3.10	3.18	2.65	2.64
3. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2.02	1.83	1.92	1.89
4. Titrisation d'impôts indirects	-.-	-.-	-.-	-.-
c. Epargne nette	13.46	17.11	20.36	21.58
II. Opérations en capital				
a. Ressources	2.62	2.82	3.39	3.37
b. Emplois	9.52	11.38	13.08	11.98
1. Formation brute de capital fixe	37.49	39.55	43.71	45.38
2. Consommation de capital fixe (-)	31.26	32.53	34.23	36.47
3. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0.37	0.16	0.15	0.15
4. Variation des stocks	1.82	3.92	2.67	2.65
5. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0.00	0.00	0.00	0.00
6. Transferts en capital à payer	1.10	0.28	0.78	0.28
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	6.56	8.55	10.67	12.96
en % du PIB	2.17	2.70	3.22	3.75

Tableau B.9. Opérations avec le reste du monde*En milliards d'euros*

	2005	2006	2007	2008
I. Opérations courantes				
a. Emplois	259.99	274.95	292.83	311.21
1. Importations de biens et services	250.42	267.56	285.31	303.53
2. Rémunération des salariés	1.39	1.47	1.52	1.57
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	1.93	2.08	2.28	2.41
4. Revenus nets de la propriété (-)	-1.04	1.19	1.43	1.58
5. Autres transferts courants nets	2.97	2.82	2.87	2.93
6. Cotisations sociales	1.43	1.34	1.38	1.42
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.81	0.86	0.90	0.93
b. Ressources	268.98	285.34	303.52	321.82
1. Exportations de biens et services	261.63	277.64	295.60	313.67
2. Rémunération des salariés	5.14	5.43	5.59	5.76
3. Subventions	0.89	0.79	0.79	0.79
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	0.16	0.14	0.16	0.17
5. Cotisations sociales	0.48	0.51	0.53	0.55
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	0.69	0.82	0.85	0.88
c. Solde des opérations courantes	9.00	10.39	10.69	10.60
II. Opérations en capital	-0.19	0.51	0.21	0.19
1. Transferts nets en capital	0.03	0.04	0.13	0.10
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	0.22	-0.47	-0.08	-0.08
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	8.80	10.90	10.91	10.79
en % du PIB	2.91	3.44	3.29	3.12

